
Le Monténégro, d'une élection à l'autre

Kolë Gjelošhaj

Le 31 mai 1998, des élections législatives anticipées ont lieu au Monténégro. Elles sont pour les Monténégrins la troisième occasion de se rendre aux urnes depuis novembre 1996. Ces élections ont été pour Milo Djukanovic, un économiste de 36 ans devenu à la suite de l'élection présidentielle anticipée d'octobre 1997 président de la République, l'occasion d'affermir son pouvoir. Il a battu de justesse l'ancien président, Momir Bulatovic, son ancien ami politique et dont il était d'abord le second dans la Ligue des Communistes du Monténégro (LCM) puis au Parti Démocratique Socialiste (PDS), héritier, pour ensuite être son premier ministre de 1992 à 1997. Ces législatives sont donc la conséquence directe du résultat de l'élection présidentielle d'octobre 1997, elle-même découlant des élections fédérales de novembre 1996.

Le Monténégro (La Montagne Noire) qui a choisi de s'associer avec la Serbie pour former la « troisième » Yougoslavie en avril 1992, entretient avec celle-ci une relation caractérisée par la recherche d'un compromis, entre soumission et volonté de se démarquer de la politique menée par les autorités de Belgrade.

L'acceptation de plans de paix rejetés par les Serbes, le soutien accordé à Milan Panic, la déclaration de la souveraineté du Parlement monténégrin, l'appui accordé par le président serbe à Branko Kostic lors de l'élection présidentielle de 1992-1993, sont autant de preuves que les dirigeants monténégrins n'étaient pas entièrement soumis à leurs collègues serbes. La situation des dirigeants monténégrins a été très bien résumée par Dragan Djuric: "... *Il est certain que le PDS va continuer*

Automne 1998

*le processus de transition entamé, en fonction de ses possibilités et de ses intérêts politiques. Il va continuer à suivre les courants de la transition, de façon à être toujours un pas devant le régime en Serbie, mais pas au point de s'en détacher vraiment...”*¹

Slobodan Milosevic arrivant à la fin de son second mandat au poste de président de la République de Serbie a également pesé sur la crise monténégrine. Ne pouvant solliciter de troisième mandat, il devient en juillet 1997 président de la Fédération, succédant à Zoran Lilic. Pour occuper ce poste, S. Milosevic souhaite modifier la Constitution afin d'accorder plus de pouvoir au président de la Fédération et aussi changer le mode de scrutin. A la suite de cela, le Monténégro va réaffirmer l'égalité entre les parties constituantes de la Fédération. Ce sera l'un des thèmes de campagne des partisans de Djukanovic.

La politique menée par la Serbie vis-à-vis de son opposition, le rôle politique joué par S. Milosevic, la place accordée au Monténégro dans la Fédération, la réintégration dans la communauté internationale, l'intervention des autorités serbes dans la politique monténégrine, les relations avec les minorités et la situation du président de la République de Serbie, sont autant de points qui ont conduit à la crise politique dont les dirigeants monténégrins ont voulu sortir grâce à l'élection présidentielle d'octobre 1997.

Le Monténégro représente avant tout pour les Serbes le seul accès à la mer. Cet élément est primordial dans les relations entre les deux Républiques, particulièrement quand l'indépendance du Monténégro est évoquée. On ne peut parler de la géopolitique de cette République sans évoquer la répartition territoriale des deux minorités les plus importantes: la musulmane et l'albanaise. Le Monténégro regroupe moins de 5% de la population de la fédération yougoslave. La population totale est de 616.327 individus dont: 61,5% de Monténégrins, 17,4% de Musulmans, 9,29% de Serbes, 8,5% d'Albanais, 4,3% se définissant comme yougoslaves et 1% de Croates, pour une superficie de 13.812 kilomètres carrés.

Les musulmans même s'ils sont présents ailleurs, sont groupés de manière homogène au Sandzak. Cette région se situe à cheval entre le Monténégro et la Serbie, barrant l'accès à la mer à Belgrade. En effet, elle s'étend d'ouest en est, de la Bosnie au Kosovo et à l'Albanie. Elle constitue donc un lien entre les populations musulmanes de Yougoslavie. Les musulmans de cette région ont organisé en 1991 un référendum sur leur indépendance. Ils se sont également organisés politiquement autour du Conseil national musulman dirigé par Sulejman Ugljanin. Le parti le plus important est le Parti de l'action démocratique (branche monténégrine du SDA du président bosniaque Itzetbegovic).

Les Albanais, quant à eux, se concentrent principalement autour de la frontière entre la République et l'Albanie. L'Union Démocratique des

Albanais, dirigée par Mehmet Gjoni, et l'Alliance Démocratique, conduite par Ferhat Dinosa, les représentent politiquement. Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1997, Djukanovic leur prometta une circonscription électorale propre, celle de Tuzi (périphérie de la capitale), permettant aux Albanais d'être représentés par quatre députés. Le Monténégro, qui était la République la plus pauvre, a comme axe prioritaire son développement économique. Tout ce qui aux yeux des dirigeants monténégrins retarderait cette politique va à l'encontre des intérêts de la République. Celle-ci ayant beaucoup souffert de l'embargo imposé par l'ONU².

Les élections législatives qui se déroulèrent dans la Fédération en novembre 1996 avaient pour but d'élire les représentants à la Chambre des citoyens au niveau fédéral, les députés de la République du Monténégro et les conseillers communaux en Serbie et au Monténégro. Elles marquèrent un tournant décisif dans la politique monténégrine. Le refus des autorités serbes de reconnaître la victoire de l'opposition dans certaines villes ainsi que la répression contre les manifestants furent le point de départ de la divergence entre les dirigeants du Monténégro et ceux de la Serbie. En effet, pour les Monténégrins, la politique de Belgrade à l'encontre des manifestants aurait pour conséquence la prolongation de l'embargo.

A la suite des manifestations qui eurent lieu en Serbie de novembre 1996 à février 1997, le président Bulatovic affirmait que la Serbie allait sans doute trouver une solution démocratique à la crise car personne n'en bénéficiait, juste au moment où le pays commençait à réintégrer la communauté internationale. Le Premier ministre Djukanovic déclarait quant à lui que le pouvoir de Belgrade devait reconnaître les résultats des élections et que, si ce n'était pas possible, de nouvelles élections devraient avoir lieu. Il ajouta que si la Yougoslavie ne réintégrait pas en 1997 les instances internationales, elle ne pourrait pas faire face à ses problèmes économiques et sociaux.

Dès décembre 1996, on retrouve dans le discours du Premier ministre à la fois une préoccupation commune au président quant aux retombées en termes de réintégration dans la communauté internationale, primordiales à leur yeux, et une attitude plus catégorique vis-à-vis de la crise en cours. C'est cette dernière qui va creuser, au fil des mois, le fossé entre les deux hommes.

Lorsqu'il présenta son nouveau gouvernement le 24 décembre 1996, Milo Djukanovic affirmait défendre les intérêts du Monténégro. Il ajoutait que si les autorités serbes ne coopéraient pas à une réintégration rapide dans la communauté internationale, il emploierait toutes ses prérogatives constitutionnelles pour défendre les intérêts de sa République. Il assura également que le gouvernement continuerait sa politique d'ouverture vers l'Ouest. Pour Djukanovic alors Premier

ministre, la non-reconnaissance par les autorités serbes du résultat des élections faisait douter la communauté internationale de l'orientation démocratique de la Serbie.

La rupture monténégrine

Le point de rupture entre Momir Bulatovic et Milo Djukanovic intervint le 25 mars 1997, à l'occasion d'une session du comité du PDS. Cette réunion s'est tenue après la visite de Radoje Kontic, Premier ministre de la Fédération, venu fin février s'entretenir de la situation dans la République avec Bulatovic. Les déclarations de Djukanovic affirmant que S. Milosevic était un homme politique aux idées politiques dépassées, incapable d'avoir une vision stratégique des problèmes auxquels devait faire face le pays, accentua la rupture entre les deux hommes.

Lors de cette réunion, 64 des 96 membres présents votèrent en faveur de la politique de renforcement de l'État fédéral et des relations avec la République Serbe, voulue par le président Bulatovic. Dix votèrent pour Djukanovic qui démissionna alors de la vice-présidence du parti. Fort de cette victoire, Bulatovic affirmait qu'on ne pouvait ignorer la volonté d'une partie du peuple serbe de garder Milosevic au pouvoir et que les relations avec le Parti Socialiste Serbe (PSS) allaient se renforcer. Pour cela, il fallait modifier le gouvernement. Malgré ses réticences, Milo Djukanovic dut changer le 11 juin une partie de son cabinet.

A cette même date, se déroulait une réunion du comité du PDS où le président du parti, Momir Bulatovic, était remplacé par Milica Pejanovic-Djurisic. Bulatovic, soutenu par la branche du PDS de Podgorica³, décidait le 13 juin d'exclure Djukanovic et Pejanovic-Djurisic du PDS. Cette dernière considéra qu'elle était la seule représentante du PDS puisque 2/3 des membres du comité continuaient à diriger le PDS. Elle sera confortée dans sa position par le Procureur de la République du Monténégro, qui affirmait le 18 juillet que c'était elle la représentante du PDS.

Bulatovic, de son côté, organisait le 3ème Congrès du parti à Kolasin le 6 août. Après ce congrès, deux candidats à la présidentielle⁴ se présentaient sous l'étiquette PDS. La commission électorale monténégrine acceptait M. Bulatovic comme candidat du PDS. La présidente de "l'autre PDS", M. Pejanovic-Djurisic, qui avait déposé une plainte auprès de la Cour Constitutionnelle du Monténégro contre la décision de la Commission électorale, se voyait confortée le 14 août. Le lendemain de cette décision, M. Bulatovic en appelait à la Cour constitutionnelle fédérale qui, le 27 août, suspendait la décision du 14 août. La Commission électorale monténégrine se basant sur la décision

de la Cour Constitutionnelle Fédérale, acceptait donc pour la seconde fois la candidature de Bulatovic. Cette affaire est un parfait exemple de l'intervention des dirigeants serbes dans la politique monténégrine.

Lors du premier tour de la présidentielle, le 5 octobre 1997, le président Momir Bulatovic devançait le Premier ministre Milo Djukanovic de plus de 2.000 voix, avec 147.615 voix contre 145.348 à son opposant principal, pour un taux de participation de 67,38%.

Les accusations de séparatisme ont été le principal argument des supporteurs de Bulatovic, qu'ils soient au Monténégro ou en Serbie. Ce dernier déclarait que son adversaire était contre la Yougoslavie, ce que démentira Djukanovic. Ces accusations vont à nouveau faire surface à la suite des prises de position des dirigeants monténégrins face aux affrontements au Kosovo.

Pour la première fois dans l'histoire de la République, les deux candidats du second tour (19 octobre) vont débattre à la télévision. On retiendra surtout les accusations de participation au crime organisé portées par Bulatovic contre son adversaire.

République très pauvre subissant l'embargo de l'ONU, se trouvant en face de l'Italie⁵, avec des frontières communes avec la Croatie, la Bosnie et l'Albanie, elle est parfaitement située pour les contrebandiers. Les attaques contre Djukanovic et une partie de la police, accusée d'escorter dans ses eaux territoriales les navettes transportant notamment des cigarettes, viennent à la fois de Bulatovic et de Belgrade⁶. Djukanovic, niant toute implication, reconnaît pourtant que la République est devenue une zone de transit pour les marchandises illégales et que cela est dû principalement à l'embargo. La politique de réintégration du Monténégro dans la communauté internationale arrêterait selon lui cet état de fait.

Au second tour, la tendance s'est inversée puisque c'est Milo Djukanovic qui l'emportait avec 174.745 voix contre 169.257 voix à Momir Bulatovic qui pourtant arrivait en tête dans 13 des 21 circonscriptions.

Alors que l'OSCE validait le résultat, les partisans de Bulatovic, encouragés par les autorités serbes, dénonçaient la validité des élections. Le Parti Socialiste Serbe affirmait que: *“Le vote a été entaché d'innombrables irrégularités, abus et manipulations qui l'ont transformé en une farce et un scandale sans précédent dans le monde civilisé.”*⁷

M. Djukanovic l'emporta principalement dans les villes à forte proportion musulmane et albanaise (Ulcinj ou Rozaj). M. Bulatovic remporta quelques victoires confortables à Pluzinje et Pljevlja, ainsi que dans la capitale. La victoire de Djukanovic fut plus nette dans le sud du pays. La division entre le littoral et l'intérieur du pays doit être envisagée en termes de développement économique. C'est le littoral, où se trouvent les infrastructures touristiques, qui a subi le plus sévèrement le manque à

gagner dû à l'embargo imposé par l'ONU. De plus, même si des Albanais et des Musulmans y vivent aussi, l'éloignement de la Bosnie, du Sandzak et du Kosovo amoindrit le sentiment d'hostilité à l'égard de ces populations. On peut comprendre dès lors que les discours de Djukanovic portant sur la réintégration de la République dans la communauté internationale et l'entente entre les différentes composantes de la population, trouvent un écho plus favorable dans cette partie de la République.

Le gouvernement "de transition" fut formé le 8 février sous la direction de Filip Vujanovic (avocat né à Belgrade en 1954), ministre de l'Intérieur du gouvernement précédent. Ce cabinet, composé de plusieurs partis parlementaires, excepté le PDS de Bulatovic et l'Alliance Libérale de Slavko Perovic, constitue le premier gouvernement multipartisan de la République. Il est composé de 16 PDS-Djukanovic, de 7 ex-opposants et de 4 indépendants.

La victoire de Djukanovic allait entraîner une série de manifestations, de fin octobre 1997 à mi-janvier 1998, provoquant des centaines de blessés. L'intervention du Premier ministre fédéral et de son ministre de l'Information permit d'aboutir à un accord, le 16 janvier, sur des législatives anticipées pour mai 1998, afin de calmer les esprits.

Le problème du Kosovo

Les affrontements au Kosovo entre la police et l'armée serbes et les membres de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK: Ushtrija Çlirimtarë e Kosoves) sont en train de devenir l'événement le plus important dans la politique intérieure de la Fédération.

Le nouveau président du Monténégro affirme que le Kosovo appartient à l'histoire de la Serbie et doit donc rester à la Serbie. Il condamne de manière inconditionnelle le terrorisme. Pour lui, la revendication d'un État indépendant est illusoire et la violence doit laisser la place au dialogue politique. En ce qui le concerne, le Kosovo n'est pas un problème territorial, mais de démocratisation de la vie politique. Il est pour une internationalisation du problème, rappelant qu'il n'y a pas eu ces dernières années de programme politique pour intégrer le Kosovo et les Albanais qui y vivent dans la société serbe et yougoslave.

Les autorités monténégrines ont rappelé à propos de ces événements les points forts de leur politique. Pour elles, la réintégration dans les instances économiques internationales était primordiale, or l'aggravation et le prolongement des affrontements au Kosovo ont conduit à de nouvelles mesures d'embargo. Même si cet embargo n'est pas entièrement appliqué au Monténégro, son application à la Serbie le handicape fortement. Par ailleurs, le président monténégrin est fort

préoccupé par la préservation des bonnes relations inter-ethniques qui, selon lui, renforceront la confiance des citoyens et stabiliseront la situation politique dans sa République.

Le prolongement des événements du Kosovo a conduit pour la première fois Milo Djukanovic a évoquer, après les élections, la possibilité de l'indépendance si la politique de Slobodan Milosevic ne changeait pas.

Les dernières élections

La crise du Kosovo n'empêcha pas les acteurs politiques de se préparer pour l'échéance électorale du 31 mai. C'est ainsi que le 19 février, Momir Bulatovic demandait qu'un nouveau parti soit enregistré sous le nom de Parti Socialiste du Peuple du Monténégro. Ce parti a tenu son premier congrès le 21 mars dans la capitale. Quelques jours avant l'élection législative, Bulatovic, le président de ce nouveau parti, était nommé par Slobodan Milosevic, Premier ministre de la Fédération Yougoslave. Il remplace ainsi un autre Monténégrin, Radoje Kontic. Les partisans de Djukanovic ressentent ce changement à la tête de la Fédération comme une pression de plus de la part de Milosevic.

Au sein de la nouvelle majorité, les pourparlers ont commencé début avril 1998 entre le PDS, le Parti du peuple et le Parti social démocrate. Finalement ces partis formeront "la petite coalition", prenant le nom de "Vivre mieux—Milo Djukanovic".

Les initiatives du président Djukanovic étaient rassemblées autour de son programme intitulé "Un nouveau départ", insistant sur le fait que la Fédération n'est pas menacée par le séparatisme monténégrin, mais par des années de stagnation et de désespoir économique et social. Il y a dans son programme cinq principes de base: l'internationalisation de la vie économique et sociale de la Fédération, les réformes économiques, la privatisation et le développement du commerce, le respect des règles de droit, et la démocratisation des sphères politiques et de sécurité.

Les élections législatives du 31 mai 1998 furent remportées par la coalition "Vivre mieux". Cette coalition remporta 48,87% des suffrages, soit 42 des 78 sièges du parlement. Outre les trois partis de cette coalition, 4 autres partis sont représentés au Parlement. Le Parti socialiste du peuple, dirigé par Momir Bulatovic, remportait 35,61% des voix et 29 sièges. L'Alliance libérale de Slavko Perovic se voyait octroyer 5 sièges pour ses 6,21%. Les deux partis représentant les Albanais remportaient chacun un siège.

La chose la plus remarquable, c'est l'extrême polarisation des voix pour une élection législative. Outre les partis de Djukanovic et de Bulatovic, seul le parti de Slavko Perovic remporte un nombre

Automne 1998

significatif de voix. Est-ce l'influence des combats qui se déroulent au Kosovo? En effet, les Musulmans et les Albanais, qui ont leurs propres partis politiques, ont voté en masse pour la coalition conduite par Djukanovic. Sans doute pensent-ils qu'il fallait faire un geste fort envers la Serbie et la communauté internationale au détriment de leurs intérêts politiques propres.

La République du Monténégro a voulu garder ses distances à l'égard de la politique menée par les dirigeants de la Serbie. Trop faible économiquement et démographiquement pour se séparer de la République de Serbie dont elle représente l'unique accès à la mer, la question se pose de savoir si, en s'alliant à l'opposition en Serbie, elle pourra influencer sur ce que les dirigeants monténégrins appellent eux-mêmes la démocratisation de la Fédération. La crise récente au Kosovo semble démontrer le contraire. Les Monténégrins, attachés de plus en plus à leurs propres intérêts au détriment de ceux de la Fédération, ont-ils un autre choix que de subir la politique de Belgrade? Renéo Lukic résume bien la situation en disant: "*Plutôt que d'obtenir l'indépendance politique, Djukanovic tentera de transformer la fédération yougoslave en une confédération de facto.*"⁸

Kolë Gjeshaj est diplômé en Sociologie Politique à Bruxelles.

¹D. Djuric: "La peur des changements..." in *La Nouvelle Alternative*, n°46 janvier-février 1997, p.31.

² Vote le 30 mai 1992 par le Conseil de Sécurité de l'ONU de la résolution 757 et le 18 avril 1993 de la résolution 820 renforçant les sanctions.

³ Capitale de la république, ex-Titograd.

⁴ Outre les deux candidats du PDS, il y a six autres candidats: Novica Stanic, Slobodan Vujacic et Dragan Hajdukovic (Indépendants), Acim Visnjic (Parti de la Fraternité), Novica Vojinovic (Parti Démocrate Serbe), Milan Radulovic (Parti de la Loi Naturelle).

⁵ La Sacra Corona Unita des Pouilles serait particulièrement active au Monténégro et son chef, Antonio Pagano, arrêté en novembre 1996, est accusé d'avoir organisé un trafic de cigarettes au départ de l'Italie.

⁶ Entre autres du ministre fédéral de la Justice, Zoran Knezevic.

⁷ *Le Soir*, Bruxelles, 23 octobre 1997.

⁸ R. Lukic: "La République fédérale de Yougoslavie à la dérive?", in *Esprit*, n°240, février 1998, p.156.